

contraction des dépenses d'équipement

L'Exécutif pénalise la croissance et l'emploi

Le gouvernement, qui vient de revoir à la baisse les dépenses d'équipement au titre du prochain exercice, s'expose au risque d'un grave ralentissement de la croissance en 2019, étant donné que l'investissement public reste jusqu'ici le cœur battant de la croissance économique. L'avant-projet de loi de finances 2019 lève le voile sur une forte contraction des dépenses d'équipement, à raison de -6,1% pour les autorisations de programme et de -12,2% pour les crédits de paiement. Le budget de fonctionnement devrait, en revanche, progresser de 7,5% en 2019, s'établissant à 4 954,5 milliards de dinars. Les précédents arbitrages du même genre, qui se sont traduits en 2016 et en 2017 par des baisses brutales dans les dépenses d'équipement, soit respectivement de 16% et de 28%, se sont révélés contre-productifs ; le chômage amorçait une inquiétante tendance haussière, alors que la croissance réelle n'a pu évoluer d'un iota. Sous la pression de ces mouvements baissiers et du spectre d'un coût social bien plus élevé, le gouvernement Ouyahia fait table rase des politiques d'austérité de ses prédécesseurs et parie sur le retour de la croissance en augmentant de plus de 50% le budget d'équipement. La planche à billets s'était révélée tel un cadeau tombé du ciel pour un gouvernement qui quêtait inlassablement une alternative à l'assèchement des liquidités. Peine perdue, néanmoins, puisque, au premier trimestre de l'année, la croissance a marqué le pas n'évoluant que de 1,3%. Les perspectives pour 2019 s'annoncent mal orientées avec des coupes considérables dans le budget de l'investissement public et de l'équipement. Le gouvernement Ouyahia change à nouveau son fusil d'épaule en réduisant sa voilure en matière d'investissement, ne se souciant que peu des impératifs de croissance et d'emploi. Dans sa première mouture du budget 2019, examiné récemment en réunion du gouvernement, l'Exécutif confirme le ralentissement de la croissance en 2019, révisée à seulement 2,6%. Un coup de frein qui pourrait accroître les difficultés de certaines filières dépendantes de la commande publique. Cette croissance moins favorable devrait affecter également les recettes des finances publiques, même si le gouvernement envisage d'aller quêter l'argent manquant auprès de nouvelles niches fiscales. L'équation n'est point aisée. Il est vrai que l'état des positions financières requiert un niveau de vigilance maximal au plan des dépenses et de la balance des paiements, mais l'Exécutif aurait pu faire bon usage de son rabet sans pour autant pénaliser l'investissement et la croissance. D'autant plus que l'investissement privé est loin de constituer à court terme une alternative à l'investissement public. Ses performances dépendent, en partie, des budgets injectés dans les biens d'équipements, dont la facture d'importation a baissé de -14,55% au premier semestre de l'actuel exercice, se chiffrant à 6,3 milliards de dollars contre 7,37 milliards de dollars à la même période de 2017. En tout cas, les récents arbitrages du gouvernement en faveur des coupes dans le budget d'équipement ont refroidi les entrepreneurs, y voyant un défaut de constance en matière de soutien à l'investissement.

Ali Titouche